



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

☎ : 01.53.18.38.09
✉ : recrutement.igf@igf.finances.gouv.fr

Paris, le 5 mars 2019

Nos réf. : IGF/2019-48

APPEL A CANDIDATURES

**pour l'exercice des fonctions d'inspecteur des finances
dans le cadre d'une mobilité professionnelle**

**FAIRE UNE MOBILITÉ À L'INSPECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES**

POURQUOI REJOINDRE L'IGF ?

1. Être au cœur de la décision publique pour résoudre les situations les plus complexes

Les agents en mobilité participent aux missions confiées à l'IGF dans les mêmes conditions et avec les mêmes prérogatives que les inspecteurs des finances.

L'IGF est un service chargé d'une « *mission générale de contrôle, d'audit, d'étude, de conseil et d'évaluation en matière administrative, économique et financière* ». **Le Premier ministre et les ministres chargés de l'économie et du budget y font appel pour les situations les plus diverses.** Il peut s'agir :

- ♦ de missions de vérification et d'audit;
- ♦ de missions d'évaluation et de conseil ;
- ♦ de missions d'assistance auprès d'administrations, de commissions, de groupes de travail, de personnalités qualifiées, ou d'organisations internationales.

Ces missions requièrent des investigations à tous les niveaux de l'administration :

- ♦ des échanges réguliers avec les décideurs publics (cabinets ministériels, directeurs, responsables d'opérateurs etc.) pour cadrer les travaux, comprendre les jeux d'acteurs et proposer des solutions opérationnelles ;
- ♦ des investigations à tous les niveaux et de nombreux déplacements pour objectiver les constats et étayer les analyses.

Ces missions responsabilisent fortement les agents :

- ♦ une première période de formation accélérée aux méthodes de l'IGF lors d'un contrôle : la « *vérif* » ;

- ♦ une deuxième période où l'agent est intégré dans des missions avec des inspecteurs expérimentés qui le guident ;
- ♦ selon son expérience, une troisième période où l'agent prend d'avantage de responsabilité en encadrant d'autres inspecteurs moins expérimentés.

2. Diversifier sa connaissance de l'administration

L'IGF est un service de 90 personnes, tourné vers la cohésion d'équipe, le partage d'expérience et une grande autonomie. Les agents y ont l'opportunité d'approfondir leur connaissance de l'administration et de multiplier les rencontres.

Les missions permettent d'affiner leur expertise dans de très nombreux champs ministériels et d'y nouer de nombreux contacts.

Au service, 90 personnes de profils très divers échangent au quotidien sur leurs travaux et tissent des liens professionnels et personnels. Des rencontres sont régulièrement organisées autour de personnalités marquantes.

3. Développer ses compétences

L'IGF permet d'acquérir des compétences recherchées par les employeurs :

- ♦ une exigence intellectuelle et une rigueur de méthode ;
- ♦ une très bonne connaissance des leviers de politique publique et d'action managériale ;
- ♦ une capacité à proposer rapidement des solutions à des problèmes complexes.

Pour plus d'informations :

<http://www.igf.finances.gouv.fr>

QUELS PROFILS POUR REJOINDRE L'IGF ?

1. Les profils recherchés

Aucune connaissance technique sectorielle n'est nécessaire pour postuler.

Le champ d'intervention de l'IGF est très large. La diversité des thématiques abordées implique pour tous les inspecteurs des capacités d'adaptation, une forte polyvalence et un dynamisme leur permettant de s'adapter rapidement aux environnements les plus divers et à traiter de questions complexes dans une période de temps resserrée.

Les qualités professionnelles particulièrement précieuses à l'IGF sont la capacité d'écoute et de dialogue, la rigueur et la précision de l'analyse, le goût du travail en équipe, la réactivité, la capacité de rédaction, ainsi qu'un intérêt pour la conduite des politiques publiques et l'ambition de participer à la modernisation de l'État.

Des compétences solides d'expression écrite et orale, de conduite d'entretiens et d'organisation, de maîtrise des outils bureautiques ainsi qu'une forte capacité d'analyse, d'inventivité et de synthèse sont indispensables.

La maîtrise des principes fondamentaux de l'organisation administrative, des finances publiques, de la gestion budgétaire, de l'économie, de la gestion des ressources humaines et de comptabilité publique et privée sont utiles à la réalisation des missions du Service. Ces compétences seront approfondies progressivement à l'IGF pendant les missions ainsi qu'au travers de sessions de formation professionnelle.

2. Les conditions requises pour postuler

Peuvent postuler pour faire fonction d'inspecteur des finances :

- ◆ les membres des corps recrutés par la voie de l'École nationale d'administration ou de l'École polytechnique ;
- ◆ les fonctionnaires appartenant à des corps ou cadres d'emplois dont l'indice terminal est supérieur à l'indice brut 1027, relevant de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;
- ◆ les magistrats de l'ordre judiciaire ;
- ◆ les militaires ayant au moins un grade d'officier supérieur.

Les fonctionnaires internationaux de toute nationalité, ainsi que des administrateurs des assemblées, des contractuels et des cadres supérieurs venant du secteur privé, peuvent également faire acte de candidature.

TÉMOIGNAGES



Misoo Yoon

Promotion 2012

Diplômée de l'Institut d'études Politiques d'Aix en Provence et de l'Institut national des études territoriales (INET), j'ai exercé les fonctions de directrice des finances et du développement économique de la ville de Montreuil, puis de directrice des finances du conseil départemental de l'Essonne de 2005 à 2009. En 2009, j'ai rejoint l'inspection générale des finances en mobilité, où j'ai réalisé de nombreuses missions au sein de la Tournée.

En septembre 2012, j'ai rejoint Pôle emploi en qualité de directrice de la stratégie et je suis devenu, en 2016, directrice générale adjointe en charge de l'offre de service

Mes années à l'inspection furent des années d'une grande richesse, très structurantes pour m'aider à appréhender, rapidement, les grands enjeux d'une politique publique et pour identifier les évolutions utiles à impulser. Mon expérience à l'inspection m'a notamment beaucoup apporté à mon arrivée à la direction de la stratégie de Pôle emploi et j'en reconnais encore l'influence dans certains (bons !) réflexes que j'ai au quotidien.



David Cavailloès

Promotion 2015

À la sortie de l'École Polytechnique, j'ai intégré le corps des mines et débuté ma carrière dans la supervision financière, à l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). Après cette première expérience, en prise directe avec le monde économique et avec un fort ancrage sectoriel, j'ai souhaité élargir ma connaissance de la sphère publique. J'ai ainsi rejoint en septembre 2015 l'Inspection générale des finances, qui offre un panorama unique sur l'administration française.

Au cours de missions portant sur des questions aussi variées que la fiscalité des entreprises, le logement social, les transports publics franciliens ou le financement de l'économie, j'ai pu travailler avec l'essentiel des directions de Bercy et découvrir de nombreux autres ministères. Les premières missions permettent de s'approprier la « méthode IGF », faite d'une large consultation des acteurs et d'une objectivation systématique des constats, essentielle pour poser des diagnostics robustes.

L'IGF, c'est aussi un cadre de travail très stimulant, qui allie culture de l'excellence et esprit de camaraderie. J'ai particulièrement apprécié les marges de manœuvre données aux inspecteurs, qui très vite sont amenés à conduire des missions en grande autonomie, tout en ayant bien sûr la possibilité de consulter les membres plus expérimentés du service. Avec au final pour objectif de proposer aux ministres commanditaires des solutions à la fois ambitieuses et opérationnelles.

À ma sortie de l'IGF j'ai choisi de rejoindre le cabinet de la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, où je suis en charge de sujets aussi divers que la politique spatiale française, l'innovation ou les questions budgétaires. Et ce choix doit beaucoup à mon passage à l'inspection, qui donne l'envie de se projeter dans les secteurs les plus variés et les outils pour y réussir.



François Thomazeau

Promotion 2017

Administrateur territorial, j'ai exercé en collectivités de ma sortie de l'INET en octobre 2010 jusqu'à mon arrivée à l'IGF en septembre 2017. Ces sept années m'ont permis de vivre des expériences variées chez trois employeurs locaux dans trois régions différentes, dont six ans dans des fonctions de management de directions fonctionnelles (ressources humaines en département, puis finances et conseil de gestion en commune). J'ai saisi l'opportunité d'une mobilité à l'IGF dans un triple objectif : étudier des politiques publiques nationales, acquérir de nouvelles compétences en matière d'audit et d'analyse financière, et élargir mes horizons de carrière au sein du secteur public.

Depuis mon arrivée à l'IGF, j'ai pu travailler sur les trois principaux métiers du service : l'audit, l'évaluation et le conseil. J'ai notamment participé à deux missions de contrôle d'établissements publics de l'État, une première sous la responsabilité d'un chef de mission qui me guidait dans mes travaux, et une seconde en position d'encadrement d'une équipe de dix inspecteurs des finances nouvellement arrivés au service. J'ai également participé à deux missions d'optimisation des moyens d'administrations déconcentrées et d'opérateurs de l'État, une mission sur l'impact économique d'un outil de fiscalité environnementale et une mission sur l'optimisation d'un outil d'épargne salariale dans les entreprises.

Les grands atouts de la position d'inspecteur sont la capacité à aller vite au cœur des sujets les plus sensibles sans négliger leur technicité, l'exigence de rigueur qui oblige à ne rien tenir pour acquis, et l'indépendance dans les conclusions des missions. Ce travail exigeant, qui éclaire et oriente la prise de décision, est une belle opportunité pour prendre du recul sur l'action publique et développer ses compétences.

COMMENT REJOINDRE L'IGF ?

1. Procédure de sélection et calendrier

Six postes sont ouverts à la sélection pour une prise de fonction effective le 1^{er} septembre 2019 ou, le cas échéant, le 1^{er} janvier 2020. Le nombre de postes ouverts pourra être modifié en fonction du nombre de candidatures reçues.

Les candidatures doivent comprendre un **curriculum vitae** et une **lettre de motivation**, de deux pages maximum, et doivent être envoyées à l'IGF **avant le lundi 8 avril 2019 à 17h00** :

- ◆ par courrier électronique à : recrutement.igf@igf.finances.gouv.fr
- ◆ ou par courrier papier à :
 - Inspection générale des finances – Procédure de recrutement
 - Télédoc 335
 - 139 rue de Bercy
 - 75572 PARIS Cedex 12

Le *curriculum vitae* doit inclure les coordonnées du(des) dernier(s) employeur(s) du candidat.

Les entretiens de recrutement se dérouleront entre le mardi 16 avril et le jeudi 25 avril (dates prévisionnelles) :

- ◆ après une première sélection sur dossier, chaque candidat présélectionné est appelé à passer d'abord un **premier entretien centré sur son parcours et sur sa motivation** d'une durée indicative de 45 minutes ;
- ◆ le candidat est invité à un **deuxième entretien de mise en situation professionnelle** d'une durée indicative de 45 minutes. Cet entretien est fondé sur une situation professionnelle – réelle ou fictive – inspirée des missions réalisées par l'IGF. Le candidat dispose d'un temps de préparation de 20 minutes pour prendre connaissance de l'exercice et des éventuels documents du dossier, et préparer un exposé liminaire d'une durée minimale de 10 minutes. Aucune connaissance technique préalable n'est nécessaire ;
- ◆ un test écrit d'une durée maximale de 2 heures, où il sera demandé au candidat de réaliser une note à partir d'un dossier. Aucune connaissance technique sectorielle préalable n'est nécessaire à la réalisation de cette note ;
- ◆ un **troisième entretien avec la chef du Service** et l'inspecteur chargé de mission auprès de la chef du Service, permettant un bilan des réalisations et des motivations, conclut la procédure pour un nombre restreint de candidats (durée indicative : 40 minutes).

Une réponse ferme sera adressée aux candidats avant le **lundi 29 avril 2019** (date prévisionnelle).

2. Contacts

Claire DURRIEU, inspectrice des finances, chargée de mission auprès de la chef du Service :

Tel. : 01 53 18 38 09 / courriel : recrutement.igf@igf.finances.gouv.fr

En complément, vous pouvez également contacter les personnes recrutées par cette voie actuellement présentes au Service.

Prénom, NOM	Corps d'origine	Numéro de téléphone	Adresse mail
Arrivés en 2018			
John HOULDSWORTH	Administrateur territorial	01 53 18 14 75	john.houldsworth@igf.finances.gouv.fr
Geneviève LALLEMAND-KIRCHE	Administratrice de la Commission européenne	01 53 18 23 60	genevieve.lallemand-kirche@igf.finances.gouv.fr
Constance MARECHAL-DEREU	Ingénieur des Ponts	01 53 18 18 82	constance.marechal-dereu@igf.finances.gouv.fr
Jérôme SAULIERE	Ingénieur des mines	01 53 18 23 61	jerome.sauliere@igf.finances.gouv.fr
Arrivés en 2017			
Cédric AUDENIS	Administrateur INSEE	01 53 18 14 66	cedric.audenis@igf.finances.gouv.fr
Jordan CARTIER	Ingénieur des Ponts	01 53 18 14 51	jordan.cartier@igf.finances.gouv.fr
Benoît MOURNET	Directeur d'hôpital	01 53 18 71 56	benoit.mournet@igf.finances.gouv.fr
Dorian ROUCHER	Administrateur INSEE	01 53 18 14 85	dorian.roucher@igf.finances.gouv.fr
Irina SCHAPIRA	Administratrice civile	01 53 18 13 37	irina.schapira@igf.finances.gouv.fr
François THOMAZEAU	Administrateur territorial	01 53 18 63 98	francois.thomazeau@igf.finances.gouv.fr

3. Origines des personnes recrutées par cette voie ces dernières années

À titre d'information, l'origine professionnelle des inspecteurs en mobilité recrutés ces dernières années est précisée dans le tableau ci-après :

Année	Ministère / direction / service
2018	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Economie et des Finances / Direction des affaires juridiques - Fonction publique territoriale / Département du Val d'Oise - Commission Européenne / Direction générale de la concurrence - Ministère de l'agriculture et de l'alimentation / Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - Ministère des Solidarités et de la Santé / Direction de la Sécurité Sociale - Agence française de développement
2017	<ul style="list-style-type: none"> - Fonction publique hospitalière / Hôpitaux universitaires Henri Mondor (AP-HP), Créteil - Fonction publique territoriale / Ville de Clermont-Ferrand - Cabinet du Premier Ministre - Pôle Emploi / Direction de l'offre de services - Ministère de la transition écologique et solidaire / Direction des infrastructures de transport - Ministère de l'Economie et des Finances / Direction générale de l'INSEE
2016	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social / Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle - Ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales / Cabinet du ministre - Ministère du Logement, de l'Habitat durable / Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages - Ministère de l'Economie et des Finances / Direction générale de l'INSEE

Année	Ministère / direction / service
2015	<ul style="list-style-type: none"> - Fonction publique territoriale / Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - Fonction publique hospitalière / Hôpitaux universitaires Henri Mondor (AP-HP), Créteil - Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Lorraine, Metz - Ministère de l'Intérieur/Direction des collectivités locales
2014	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Économie et des Finances / direction générale du Trésor - Ministère des Affaires étrangères / Ambassade de France en Espagne / Service économique régional - Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
2013	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Écologie / direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Nord-Pas-de-Calais - Ministère de l'Intérieur / préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest - Conseil général de Loire-Atlantique
2012	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Économie et des Finances / direction générale du Trésor / bureau « Économie et réseau » - Ministère de l'Économie et des Finances / Comité interministériel de restructuration industrielle - Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement du Val-de-Marne - Autorité de la concurrence / Magistrat